

Avis a lire

Pour nous éviter des frais et des embarras inutiles, nous prions les personnes à qui nous adressons ce numéro de l'ÉGALITÉ de nous le renvoyer immédiatement, si elles n'ont pas l'intention de continuer à recevoir notre revue, malgré la modicité du prix des abonnements.

Il faut que ca passe ou que ca casse.

Mais nous avons toujours été en faveur des moyens radicaux, c'est-à-dire francs et directs, compréhensibles pour tous, que nous plaçons bien au-dessus des manières cauteleuses et des détours savants qu'on décore du beau nom de "prudente diplomatie".

Qu'on renverse les obstacles, d'abord, et le reste passera.

C'est ce que nous avons demandé dans "l'Avenir du Nord", le lendemain du Onze-Mai, à nos amis victorieux : Créez un ministère de l'instruction publique : rasez le conseil omnipotent, responsable du discrédit dans lequel est tombée la carrière de l'enseignement ; constituez-en un autre avec des instituteurs en activité de service ; nommez une commission d'hommes compétents pour rechercher les vices du système actuel et faire rapport en recommandant quelles réformes il est nécessaire d'introduire ; ensuite, vous agirez, et le peuple vous acclamera.

Nous ne nous faisons cependant point illusion sur l'accueil qui était réservé à notre proposition. On passa outre, ou plutôt on ne l'entendit même pas ; personne n'en sut rien. Notre voix, ça été le bruit aigre du grillon "caché dans l'herbe fleurie", couvert par les mille bruits du grand monde, au-dessus.

Nous voudrions nous tromper, mais le nouveau ministère libéral a conservé, croyons-nous, malgré toutes les leçons du passé et les avertissements sans cesse re-

nouvelés des évêques qu'ils ne désarmeraient point, l'espoir inconcevable de pouvoir s'entendre avec le clergé pour relever le niveau de l'instruction dans notre pays.

Eh bien, le clergé, par la voix de ses chefs, au conseil de l'Instruction publique, vient de donner une nouvelle et solennelle preuve qu'il entend, non-seulement se refuser à toute participation aux généreux efforts du cabinet, mais qu'il est aussi décidé à rester maître absolument de donner à nos enfants l'éducation qu'il voudra, tout en nous faisant payer rubis sur l'ongle.

C'est la "Patrie", la première, qui nous l'apprend, en termes mesurés, comme il convient, sans doute, à un organe officiel :

"Hier encore, dit-elle vendredi dernier, M. Masson proposait une motion à l'effet de rendre obligatoire l'inspection de toutes les maisons d'éducation qui sont subventionnées par le gouvernement, mais sa motion a été rejetée par 14 voix contre 5, tous les évêques votant contre.

Nous déplorons, continue la "Patrie", cette hostilité, sincère sans doute, à une mesure aussi juste et aussi raisonnable."

Sincère, dites-vous, l'hostilité des évêques ? Mais personne n'en doute, hormi les jobards qui donnent tête baissée dans les panneaux sacrés.

La "Patrie" ne s'est-elle pas réjouie publiquement — sincèrement ou non, c'est son affaire — avec toute la baillargerie officielle et officieuse de la nomination de l'abbé Dauth par le nouvel archevêque à la fonction d'inspecteur diocésain des écoles publiques ?

Quel est le journal qui n'a pas vu dans la création attendue de ce poste nouveau une habile manœuvre pour circonvenir le peuple ignorant et les jobards incorrigibles ? Tous les journaux, à commencer par les organes diocésains, et nous n'en exceptons point la "Patrie", ont parfaitement compris la portée d'une pareille nomination. Les journaux religieux l'ont prouvé par la somme de louanges qu'ils ont chantées à l'archevêque de Montréal, et les organes du parti libéral par la réserve significative avec laquelle ils ont accueilli cette nouveauté étrange,